

2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

ASSURÉ

L'assuré est le souscripteur du contrat.

TIERS

Toute personne physique ou morale autre que l'assuré. Sont toutefois considérés comme tiers :

- Les administrateurs, les représentants légaux et préposés de l'assuré en dehors de l'exercice de leurs fonctions ou lorsqu'ils ne peuvent pas bénéficier ou être totalement indemnisés au titre de la législation en matière d'accidents du travail ou maladies professionnelles, ou des dispositions statutaires.
- Les différents assurés entre eux et notamment dans leurs rapports contractuels.

ACTIVITÉS DE L'ASSURÉ

Toutes activités d'un CROUS, axées sur l'hébergement et la restauration, et notamment :

- construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer en vue de la location et de l'accession à la propriété des habitations collectives ou individuelles, de locaux sociaux ou destinés à tous autres usages,
- louer des habitations construites, acquises ou reçues en gestion,
- organiser des activités sociales, sportives, culturelles, récréatives, éducatives et touristiques, y compris l'organisation du transport,
- intervenir pour le compte de tiers en tant que prestataire de service ou de maître d'ouvrage délégué dans des opérations de même type,
- gérer des restaurants universitaires,
- gérer les immeubles construits au profit de ses locataires jusqu'au terme des contrats que le CROUS a conclu pour la réalisation desdits immeubles,
- favoriser et promouvoir par tous moyens appropriés l'amélioration des conditions générales de l'habitat, ainsi que tout ce qui y contribue et ce, avec toutes activités annexes et/ou connexes.

Par ailleurs, il est précisé que le contrat garantit également l'assuré en sa qualité de propriétaire d'immeubles.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURÉ

CHARGES DE PERSONNEL (MASSE SALARIALE BRUTE) EN €	€ 21 340 000 €
EFFECTIF SALARIÉ	€ 430 environ
EFFECTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	€ 28 environ
NOMBRE D'ÉTUDIANTS LOGÉS	€ 5 600
MONTANT DES BOURSES OCTROYÉES	€ 168 000 000 euros en 2024
NOMBRE DE REPAS SERVIS/AN	€ 2 000 000
MONTANT DES LOYERS QUITTANCÉS	€ 22.000.000 € environ

OBJET DU CONTRAT

L'assureur garantit, sous réserve des exclusions figurant au présent document, les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut incomber à l'assuré par application des règles du droit civil, du droit administratif et en général des règles législatives ou réglementaires en vigueur, ou d'engagements contractuels, à la suite de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers du fait de ses activités.

La garantie du contrat est acquise également aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile du propriétaire d'immeubles.

Sont notamment garanties les conséquences financières de la responsabilité pouvant incomber à l'assuré en raison des dommages causés à autrui par toutes les personnes participant à son exploitation ou à son activité, par tous les biens et tous les animaux dont l'assuré a la propriété la garde ou l'usage.

PÉRIODE DE GARANTIE

Les dispositions du contrat font référence à l'article L124-5 du Code des assurances (L. n°2003-706, 1^{er} août 2003, art. 80-II).

La garantie du contrat est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

CLAUSES PARTICULIÈRES

ASSURANCE POUR LE COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA

L'assuré déclare agir tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra.

La garantie "Assurance pour le compte de qui il appartiendra" s'exercera à défaut ou en complément des assurances souscrites par les tiers.

AUTOMATICITÉ DES GARANTIES

L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur au moment de leur survenance ou au plus tard dans les trois mois qui suivent l'échéance principale du contrat :

- les nouvelles activités soumises à autorisation administrative, créées au cours de l'exercice
- les nouvelles activités à caractère industriel et commercial créées au cours de l'exercice,
- la reprise en régie par l'assuré, au cours de l'exercice, d'Établissements ou de Services antérieurement concédés ou afferlés.

Ces extensions, avant agrément par l'assureur et ajustement éventuel de la cotisation, sont accordées à hauteur de 50.000 €.

LES EXCLUSIONS DU CONTRAT

En complément des exclusions indiquées au chapitre « Définitions », sont exclus :

- Les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré sous réserve de l'article L 121-2 du Code des Assurances « L'assureur est garant des pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code Civil quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes. ».
- Les amendes et peines pénales infligées à l'assuré.
- Les dommages causés par la guerre étrangère ou civile.
- Les dommages causés par les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les raz de marée, les inondations.
- Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement.
- Sont exclus les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :
 - Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
 - Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger ou frappant directement une installation nucléaire.
- Les dommages causés par tous appareils de navigation aérienne, maritime ou fluviale dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, l'usage ou la garde.
- Les dommages causés par des remontées mécaniques, des installations ferroviaires, des chemins de fer, des tramways, des chemins de fer funiculaire ou à crémaillères des locomotives et tous appareils de navigation aérienne, les embarcations maritimes ou fluviales destinées au transport de plus de 10 personnes dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, l'usage ou la garde.
- Les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion, un accident d'ordre électrique, un dégât des eaux ayant pris naissance ou survenu dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant sauf si ces locaux sont mis temporairement à disposition de l'assuré pour une période n'excédant pas 30 jours consécutifs.
- Les dommages résultant de manifestations de toutes natures rassemblant plus de 30 000 personnes et ou comportant l'utilisation de véhicules terrestres à moteur ou d'engins aériens ou nautiques ou avec feux d'artifice de catégorie F4, soumises à autorisation des pouvoirs publics, lorsque ces dommages engagent la responsabilité de l'Assuré en tant qu'organisateur.
- Les dommages engageant la responsabilité de l'assuré en vertu des articles 1792 à 1792-6 du code civil et 2270 du code civil.
- Les dommages causés aux biens immobiliers et mobiliers y compris les animaux dont l'assuré est propriétaire ou locataire.
- Les conséquences d'engagement pris par l'assuré dans la mesure où les obligations qui résultent de tels engagements excèdent celles auxquelles l'assuré serait tenu en vertu des textes légaux sur les responsabilités.
- Les dommages matériels résultant de façon inéluctable et prévisible des modalités d'exécution d'un travail telles qu'elles ont été prescrites ou mises en œuvre par l'assuré et les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui trouvent leur cause dans des bruits, fumées, odeurs, émanations, difficultés d'accès subis par les riverains – commerçants ou non qui n'ont pas de caractère fortuit parce que résultant inévitablement du fonctionnement des services municipaux ou des travaux de toute nature entrepris par l'assuré ou pour son compte.
- Les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui résultent d'opérations de transaction ou de gestion immobilière.

- Les dommages survenus du fait de manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires.
- Les sinistres résultant de toute participation en tant que concurrent de l'assuré ou de toutes personnes dont il est civilement responsable, à des paris, matches, courses ou compétitions sportives ou aux épreuves préliminaires à ces manifestations.
- Les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui résultent de l'inexécution, du retard ou de la mauvaise exécution d'un contrat par l'assuré.
- Les dommages causés par les infiltrations, refoulements ou débordements d'eau de mer, de lac, de cours d'eau ou de canaux ainsi que par la rupture de barrages de plus de 30 mètres de hauteur, de retenues d'eau et de réservoirs.
- Les dommages causés par des infiltrations, refoulements, débordements de canalisations et installations servant à l'évacuation des eaux pluviales et usées, s'il est établi que le risque n'a pas de caractère aléatoire du fait d'un vice de conception de l'ouvrage, d'un défaut d'entretien ou d'une insuffisance notoire du réseau.
- Les dommages résultant de l'emploi d'explosifs proprement dits hormis ceux utilisés en agriculture.
- Les dommages consécutifs à la transgression volontaire des règles d'aménagement et d'urbanisme.
- Les conséquences de toute réclamation ayant pour origine l'amiante.
- Les conséquences de toute réclamation ayant pour origine le plomb.
- Les conséquences du non-respect des délais prévus par la législation relative au traitement de l'amiante en place.
- Les vols, malversations, détournements, abus de confiance, escroqueries ou actes de même nature commis par les représentants légaux de l'assuré.
- Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés.
- Les attentats et les actes de terrorisme de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées, d'émeutes, les mouvements populaires, la grève, le lock-out.
- Les dommages du fait de la propriété, de la gestion ou l'exploitation d'aérodrome.
- Les dommages dont l'éventualité ne pouvait être décelée en l'état des connaissances scientifiques et techniques en vigueur au moment où les faits à l'origine du dommage ont été commis.
- Les dommages immatériels non consécutifs à un dommage matériel garanti qui trouvent leur cause dans des bruits, fumées, odeurs, émanations, difficultés d'accès subis par les riverains et qui résultent du fonctionnement des services de l'assuré ou des travaux de toute nature entreprise par ou pour l'assuré.
- Les dommages résultant d'un événement non aléatoire.
- Les dommages ayant pour origine un défaut permanent et volontaire d'entretien ou de réparations caractérisé, incombant à l'assuré et connu de lui.
- Les dommages causés par les champs électromagnétiques.
- Les activités médicales autres que celles découlant des activités normalement dévolues au Centre Médico-social, PMI et dispensaires, santé au travail/médecine préventive.
- La responsabilité personnelle des médecins et personnel paramédical lorsqu'ils agissent à titre privé, ainsi que lorsque leur responsabilité personnelle est engagée en cas de faute détachable du service.
- Les dommages résultant de l'exploitation d'un centre de transfusion sanguine.
- Les dommages relevant de la réglementation française sur les recherches biomédicales (loi n°88-1138 et leurs textes subséquents).
- Les dommages immatériels causés par le retard ou le défaut de livraison des constructions ou des prestations par l'assuré sauf si ce défaut ou ce retard sont dus à des causes accidentelles, fortuites, imprévisibles ou inévitables.
- Les dommages consécutifs au non-respect conscient par l'assuré des textes légaux ou réglementaires, de règlements édictés par les autorités compétentes en matière d'urbanisme ou de construction.
- La responsabilité professionnelle des architectes, entrepreneurs et constructeurs.
- La responsabilité personnelle des mandataires sociaux à l'exception des conséquences de la faute inexcusable dans le cadre de la législation sur les accidents de travail.

- Les dommages immatériels non consécutifs relatifs aux frais et honoraires de l'assuré, aux troubles de jouissance, aux droits de la propriété industrielle, à la concurrence déloyale, à la publicité mensongère, aux contrefaçons, au droit du travail et à la divulgation de secret professionnel.
- Les dommages causés par les installations ou fournitures ayant fait l'objet de réserves précises et motivées avant réception et si le sinistre a pour origine la cause même de ses réserves sans que l'assuré ait pris des mesures pour éviter les dommages.
- Les dommages résultant du non versement ou de la non restitution des fonds, effets ou valeurs reçus, détenus ou gérés par l'assuré ou par les personnes dont il est civilement responsable à quelque titre que ce soit.
- Les dommages causés à autrui et ayant pour origine une insuffisance de performance.
- Le remboursement du prix des produits ou travaux défectueux livrés ou exécutés ainsi que le coût de remplacement, de réparation, de mise au point, de modification.
- Les frais de dépose et de repose qui ont été à votre charge à l'occasion des prestations livrées ou exécutées.
- Les conséquences de la non-obtention de résultats ou de performances impossibles à atteindre en l'état :
 - Des connaissances scientifiques et techniques acquises au moment de la livraison des produits ou de la réception des travaux,
 - Des moyens mis en œuvre par l'assuré.
- Les dommages résultant de contestations relatives à la détermination et au règlement des frais et honoraires dus à l'assuré.
- Les engagements pris par l'assuré dans le domaine du conseil et se traduisant par une obligation de résultats.
- Les réclamations résultant directement ou indirectement d'une épidémie, pandémie, enzootie, épizootie.
- Les conséquences pécuniaires résultant de virus informatiques dont les systèmes informatiques auraient pu être infestés avant de causer des dommages à des tiers.
- Les dommages de pollution non accidentelle ainsi que les dommages résultant d'une défectuosité du matériel ou des installations de stockage, de confinement de transport ou de traitement de produits ou déchets polluants connus de l'assuré ou de ses représentants au moment du sinistre.
- Les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur dont l'assuré est civilement responsable, sauf :
 - les dommages causés par les véhicules réquisitionnés pour son compte afin de prévenir ou de faire cesser par la distribution de secours, les accidents, incendie, fléaux et calamités visés à l'article L 2212-2-5° du Code Général des Collectivités Territoriales ou par tout véhicule mis en fourrière dans les circonstances visées à l'article 25-1 du Code de la Route.
 - les dommages causés par un véhicule terrestre à moteur dont l'assuré n'est ni propriétaire, ni locataire, ni détenteur et que ses préposés ou toute personne dont il pourrait être appelé à répondre, utilisent ou déplacent.
 - les dommages causés par un véhicule terrestre à moteur lorsque l'origine des dommages se trouve dans l'utilisation des équipements liés à la fonction « outil ».
 - les dommages causés par l'Assuré en sa qualité d'organisateur si sa responsabilité est engagée distinctement ou conjointement avec celle du transporteur à la suite de dommages causés par le véhicule de ramassage n'appartenant pas à l'Assuré et dont il n'est pas locataire, ni emprunteur, ni dépositaire.

MODALITÉS D'INDEMNISATION

RÈGLEMENT DES SINISTRES

Le règlement des sinistres est effectué TVA incluse dans la mesure où l'assuré n'est pas assujetti à la TVA sur le sinistre concerné.

DISPOSITIONS DIVERSES

INDEXATION DE LA COTISATION

La cotisation évoluera à chaque échéance annuelle proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Par dérogation à toutes dispositions contraires des Dispositions générales, il est convenu que tous les cas de résiliation du contrat, par l'assureur ou par l'assuré, sont assortis d'un délai de préavis de 6 mois.

ANTÉCÉDENTS

MOTIF DU RENOUVELLEMENT DU MARCHÉ

Fin de période.

ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

ASSUREUR

MAIF

FRANCHISES ACTUELLES

Franchise générale : 500 €

Dommages corporels : Néant

Intoxications alimentaires : Néant

Dommages immatériels non consécutifs : 3.000 €

ANTÉCÉDENTS SINISTRES

Voir annexe.

LIMITATIONS PARTICULIÈRES DE GARANTIE

Les garanties accordées au titre du contrat sont limitées, par sinistre, aux conditions ci-dessous :

Limitation tous dommages confondus (garantie non indexée) (corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non consécutifs) dont :	30 000 000 €
Dommages corporels et immatériels consécutifs	30 000 000 €
Dommages matériels et dommages immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti	15 000 000 €
Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti (garantie par sinistre ET par année d'assurance)	5 000 000 €
Responsabilité civile après travaux ou après livraison	5 000 000 €
Faute inexcusable / Accident de service (garantie par sinistre ET par année d'assurance)	3 000 000 €
Dommages de pollution accidentelle (garantie par sinistre ET par année d'assurance)	3 000 000 €
Intoxications alimentaires	5 000 000 €
Occupation temporaire des locaux	750 000 €
Dommages aux biens mobiliers confiés	300 000 €
Référé provision	200 000 €
Biens des préposés	30 000 €
Vol commis par les préposés	30 000 €
Défense-recours	50 000 €
Automaticité des garanties	50 000 €
Accidents subis par les élus	3 000 000 €

MONTANT DES FRANCHISES

	Solution de base	Variante 1
Franchise Générale	3 000 €	1 500 €
Sauf		
Dommages corporels	NÉANT	NÉANT
Dommages immatériels non consécutifs	10 000 €	5 000 €

RESPONSABILITÉ CIVILE MAITRE D'OUVRAGE

OBJET DU CONTRAT

L'assureur garantit, sous réserve des exclusions figurant au présent document, les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber aux assurés, quel que soit le fondement juridique sur lequel leur responsabilité est recherchée, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non et découlant de leur **activité de maître d'ouvrage, maître d'ouvrage délégué ou mandaté, co-maître d'ouvrage** pour les opérations de construction réalisées.

Le contrat garantit également la responsabilité des assurés lorsqu'elle est engagée, pour la réparation des dommages matériels et immatériels consécutifs causés aux avoisinants par l'opération de construction.

Par ailleurs, le contrat garantit les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers lorsque la responsabilité des assurés est engagée, dans le cadre de l'opération déclarée, sur quelque fondement juridique que ce soit, au titre d'une atteinte à l'environnement.

Les garanties du contrat sont étendues aux dommages causés par les immeubles et les terrains, propriété de l'assuré, affectés à une opération de construction en cours ou en projet.

ACTIVITÉS DE L'ASSURÉ

Toutes activités liées à l'activité de maîtrise d'ouvrage, **maîtrise d'ouvrage déléguée ou mandatée, co-maîtrise d'ouvrage de l'assuré.**

INFORMATIONS SUR LES OPÉRATIONS DE CONSTRUCTION ET RÉHABILITATION

Les opérations de construction sont réalisées soit directement sous la maîtrise d'ouvrage de l'assuré, soit au nom et pour le compte d'une ou plusieurs de ses collectivités et consistent en la construction, la rénovation, la réhabilitation, y compris lourde, et la démolition (préalable ou non à la reconstruction) d'équipements, et notamment :

- Logements,
- Restaurants universitaires,
- Espaces de vie étudiants.

Il est précisé que cette liste n'est pas exhaustive.

LES EXCLUSIONS DU CONTRAT

En complément des exclusions indiquées au chapitre « Définitions », sont exclus :

- Les dommages matériels affectant l'opération de construction.
- Les travaux de réparation dus au vice caché et la restitution totale ou partielle du prix d'un immeuble vendu dans le cas d'une action de l'acheteur sur le fondement des articles 1641 à 1645 du code civil.
- Les conséquences d'un vice caché dont vous aviez connaissance lors de la vente ou de la livraison.
- Les conséquences de la non-conformité de la construction avec tous documents contractuels, règlements de construction ou tout autre document précisant la consistance et les caractéristiques techniques de l'opération.
- Les dommages et toutes conséquences de quelque nature qu'elles soient résultant d'un retard de livraison.
- Les litiges relatifs aux charges d'exploitation de la construction et au fonctionnement de la propriété ou copropriété.
- Les réclamations se rapportant à la garantie de bonne fin de l'opération ou au dépassement du prix convenu.
- Les réclamations susceptibles de donner lieu à application des garanties financières dont vous êtes redevable en vertu d'obligations légales, réglementaires, contractuelles ou résultant de l'absence ou insuffisance desdites garanties.
- Tous dommages résultant de la mévente, d'une absence ou diminution de la rentabilité de l'opération.
- Tous dommages subis par les biens que vous prenez en location ou que vous empruntez.
- Tous dommages engageant votre responsabilité de propriétaire de tout ou partie de l'opération survenant après l'expiration d'un délai de 12 mois après la réception.
- Tous dommages résultant de l'inobservation volontaire, par l'assuré ou par une personne que l'assuré s'est substituée, des prescriptions légales ou réglementaires régissant les opérations de construction.
- Les conséquences de la non souscription des assurances visées par la loi 78-12 du 4 janvier 1978 ainsi que le non-respect des obligations qui y sont prévues.
- Tous dommages résultant de vol, détournement ainsi que de non-versement ou de non-restitution de fonds, effets ou valeurs reçus par vous-même, vos associés ou employés.
- Tous dommages résultant de troubles de voisinage engendrés par la réalisation ou l'implantation de la construction, de ses dimensions, de sa structure, sous réserve de la garantie des avoisinants.
- Tous dommages relevant des missions de coordination sécurité, sauf si la mission de coordination sécurité est confiée à un salarié de l'assuré pouvant justifier de la formation requise.
- Tous dommages résultant des opérations de traitement de l'amiante, sauf dans les cas où l'assuré n'est intervenu qu'en sa qualité de maître d'ouvrage ou de représentant de maître d'ouvrage, de propriétaire, de syndic ou de gérant d'immeubles, sans prendre une part physique active dans le traitement lui-même.

DISPOSITIONS DIVERSES

INDEXATION DE LA COTISATION

L'attention des parties est attirée sur le fait que la cotisation du contrat est revalorisée dans les conditions prévues au paragraphe cotisation page 6.

PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Par dérogation à toutes dispositions contraires des Dispositions générales, il est convenu que tous les cas de résiliation du contrat, par l'assureur ou par l'assuré, sont assortis d'un délai de préavis de 6 mois.

ANTÉCÉDENTS

MOTIF DU RENOUVELLEMENT DU MARCHÉ

Fin de période.

ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

ASSUREUR

MAIF

FRANCHISES ACTUELLES

Franchise générale : 3.000 €

ANTÉCÉDENTS SINISTRES

Voir annexe.

LIMITATIONS PARTICULIÈRES DE GARANTIE

Les garanties accordées au titre du contrat sont limitées, par sinistre, aux conditions ci-dessous :

SOLUTION DE BASE	
- Limitation tous dommages confondus (garantie non indexée)	3.000.000 €
- Dommages matériels et dommages immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti	1.000.000 €
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti (garantie par sinistre ET par année d'assurance)	1.000.000 €
- Protection juridique (Défense recours)	50.000 €

MONTANT DES FRANCHISES

	Solution de base	Variante 1
Franchise Générale	5.000 €	3.000 €

ANNEXES

PRINCIPALES ACTIVITÉS EN 2024

STATISTIQUES SINISTRES

PRINCIPALES ACTIVITÉS OU COMPÉTENCES EXERCÉES EN 2024

1. ACTIVITÉS PRINCIPALES

Acquisitions foncières	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Maîtrise d'ouvrage	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Maîtrise d'ouvrage déléguée	oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
Maîtrise d'ouvrage mandatée	oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
Étude, montage, réalisation d'opération de construction	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Étude, montage, réalisation d'opération de réhabilitation	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Travaux d'entretien courant	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Réalisation d'opérations <u>avec immixtion de l'organisme au niveau de la maîtrise d'œuvre technique ou de la réalisation des travaux</u> (rédaction des descriptifs de travaux par exemple et suivi des opérations).	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Administration, gestion et toutes activités de bailleur social	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
Architecte interne	oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
Coordonnateur SPS	oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
Syndic d'immeuble	oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>

2. AFFAIRES SOCIALES

CRÈCHES

La compétence crèches appartient au CROUS

oui ☐ non ☒

HALTE GARDERIE

La compétence halte-garderie appartient au CROUS

oui ☐ non ☒

AIDE SOCIALE

Le CROUS gère un service d'aide sociale (attribution de bourses...)

oui ☒ non ☐

3. RESTAURANTS UNIVERSITAIRES

Le CROUS est compétent en la matière

oui ☒ non ☐

Si oui, précisions

🔗 Voir Rapport d'activité 2023 annexé

CANTINES ET CUISINE CENTRALE

Le CROUS gère des cantines ou cuisines centrales

oui ☒ non ☐

Si oui, il est précisé le nombre de cantine(s) scolaire(s) à la charge du CROUS

🔗 Environ 40 points de restauration sur l'académie

Si oui, il est précisé le nombre de repas servis par jour pour l'ensemble des sites

🔗 1.7 millions de repas servis en 2023. En augmentation.

Si oui, il est précisé le mode de gestion

🔗 Self, Cafétéria, VAE, commande, livraison.

4. ORGANISATION DE TRANSPORT

Le CROUS est compétent en matière de transport

oui ☐ non ☒

5. SERVICES DE TRAVAUX OU D'ENTRETIEN

Les services du CROUS interviennent pour l'exécution de travaux au profit de tiers

oui ☐ non ☒

6. SERVICES INFORMATIQUES

Les services du CROUS interviennent pour l'exécution de prestations informatiques au profit de tiers

oui ☐ non ☒

7. ASSOCIATIONS

Des associations type loi 1901 bénéficient des garanties actuelles du contrat d'assurance RC du CROUS

oui ☐ non ☒

8. HYGIÈNE ET SECURITÉ

Le CROUS a un CSA

oui ☒ non ☐

Le CROUS dispose d'un Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP)

oui ☒ non ☐

🔗 il en existe plusieurs, établis pour chacun des sites. Ces documents sont en cours d'actualisation.

9. AUTRES ACTIVITES

Le CROUS gère d'autres activités

oui ☒ non ☐

Si oui, précisions :

🔗 Activité de restauration, hébergement, animation de la vie étudiante et bourse.

10. AUTRES COMPÉTENCES

Le CROUS gère d'autres compétences

oui ☒ non ☐

Si oui, précisions :

🔗 Compétences définies aux articles [R822-3](#) et suivants du code de l'éducation.